

[Texte]

May I remind the committee that you had agreed at your last meeting that you do want to do clause by clause. I have no problems with your continuing, other than to draw to your attention that we do have with us department officials and the parliamentary secretary. I understand that you want to question the parliamentary secretary. So please bear that in mind, Mr. Caccia.

Mr. Caccia: Thank you, Mr. Chairman. In the light of what you just said, I will be very brief.

It is unfortunate to say that Mr. McCreath forgot to read, in the same volume from which he quoted, item 3 from page 129, the following statement or point that needs to be put on record, which reads as follows:

The federal government should work with the City, the Harbourfront Foundation, and other appropriate bodies to give effect to the changes arising from these recommendations. The lands, properties, and residual interests now managed by Harbourfront Corporation, and those still in the inventory of Public Works Canada, should be held and administered by Public Works Canada on a temporary basis until appropriate agreements with the City are implemented.

• 1635

In addition to the third statement, which is in the same volume from which Mr. McCreath read, it is interesting to note that in volume four, or report no. 4, of the Crombie series, entitled *Parks, Pleasures, and Public Amenities*, on page 68 we read:

We recommend first that there be no further sale of lands currently held in public ownership.

Mr. Chairman, sometimes the record speaks louder than long speeches, and therefore I will stop at that. Thank you for your kindness.

The Chairman: Mr. McCreath, I will ask that you refrain from a rebuttal or an answer until such time as we are prepared to hear your questions. Are there any other questions for the witnesses.

Mr. Harb: In closing, I just want to thank the witnesses for their patience and for being so up-front with their answers.

The Chairman: On behalf of the committee, gentlemen, I thank you very much for your appearing here before the committee today on very short notice.

Mr. Ledrew: You have a persuasive clerk.

Mr. Lee: Given all the goodwill here, on behalf of colleagues from the metro Toronto area, and I guess from all parties, I should compliment Mr. Mills for his superlative and dedicated management of Harbourfront over several years under very trying circumstances—and also, I suppose, to Mr. Ledrew and his colleagues on the former Board of Directors, on the same note.

Mr. Ledrew: Thank you.

Mr. Mills: Thank you.

[Traduction]

Puis-je rappeler au comité qu'à la dernière réunion, vous aviez donné votre accord pour procéder article par article. Je n'ai pas d'objection à ce que vous continuiez, mais je voudrais signaler à votre attention que nous avons avec nous des fonctionnaires ministériels et le secrétaire parlementaire. Si j'ai bien compris, vous voulez interroger le secrétaire parlementaire. Alors, n'oubliez pas cela, monsieur Caccia.

M. Caccia: Merci, monsieur le président. Je vais tenir compte de ce que vous venez de dire et je vais être très bref.

Je suis désolé de faire remarquer que M. McCreath a oublié de lire, dans le même volume d'où il a extrait la citation, l'article 3 de la page 129, la déclaration suivante, qui doit être consignée, et dont voici le texte.

Le gouvernement fédéral devrait travailler avec la ville, la Harbourfront Foundation et d'autres organismes appropriés pour mettre en oeuvre les changements découlant de ces recommandations. Les terrains, les propriétés et les autres intérêts gérés par la Harbourfront Corporation ainsi que ceux qui relèvent encore de Travaux publics Canada, devraient être conservés et administrés par Travaux publics Canada à titre temporaire en attendant que des ententes appropriées soient passées avec la ville.

En plus de la troisième déclaration qui est contenue dans le même volume qu'a lu M. McCreath, il est intéressant de noter que dans le quatrième volume, au rapport n° 4 de la série Crombie, intitulée *Parcs, distractions et aménagements publics*, à la page 79, on peut lire:

Nous recommandons de cesser toute vente de terrains qui sont la propriété des administrations publiques.

Monsieur le président, parfois les textes sont plus éloquents que les longs discours et, par conséquent, je ne vais pas en rajouter. Merci pour votre attention.

Le président: Monsieur McCreath, je vous demande de vous abstenir d'apporter toute réfutation ou de donner toute réponse avant que nous soyons préparés à entendre vos questions. Y a-t-il d'autres questions pour les témoins?

M. Harb: Pour terminer, je veux tout simplement remercier les témoins de leur patience et de leur empressement à fournir des réponses.

Le président: Au nom du comité, messieurs, je vous remercie beaucoup de vous être présentés devant le comité aujourd'hui malgré un préavis très court.

M. Ledrew: Votre greffier est très persuasif.

M. Lee: Étant donné la bonne volonté manifestée, au nom des collègues de la région du Grand Toronto, et je suppose de toutes les parties, j'aimerais souligner le zèle et la compétence extrêmes de M. Mills, qui a géré la société Harbourfront pendant plusieurs années, dans des circonstances très pénibles—et également le travail de M. Ledrew et de ses collègues, qui composaient l'ancien conseil d'administration.

M. Ledrew: Merci.

M. Mills: Merci.